

*COMITE INTER-ETATS DE LUTTE
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE
SAHEL
(CILSS)*

*COMMISSION EUROPEENNE
(CE)*

**PROGRAMME REGIONAL
"AMELIORATION DES INSTRUMENTS DU DIAGNOSTIC
PERMANENT POUR LA SECURITE ALIMENTAIRE REGIONALE"
Phase III**

RAPPORT D'EVALUATION DIAPER III/AN IV

SYNTHESE REGIONALE

SOMMAIRE

SYNTHESE PAR PAYS	3
Burkina Faso	3
Cap Vert	3
Guinée Bissau	4
MALI	4
Mauritanie	5
NIGER	5
Sénégal	6
Tchad	6
SYNTHESE PAR THEMES	7
Les animations locales	7
Les composantes nationales	7
L'enquête agricole	7
l'enquête agricole: methodologie	7
Les publications et la gestion des données	8
La conduite des enquêtes	9
les sim	9
internalisation	10
Les comités de sécurité alimentaire	10
Bonus Malus	10
Annexes	11
L'EVALUATION EN TABLEAUX	11

SYNTHESE PAR PAYS

BURKINA FASO

Dans l'ensemble les opérations de collecte sont bien maîtrisées, ainsi que le traitement et la publication des données. Par contre l'échantillon continue de varier d'une année sur l'autre en fonction des disponibilités en personnel.

Le personnel (enquêteurs et contrôleurs) est entièrement contractuel est payé sur le projet ENSA II financé par la coopération hollandaise, ce qui permet d'obtenir un travail de qualité. Concernant le personnel, le Burkina Faso compte utiliser à terme un corps d'enquêteur - observateur recruté parmi les ex-élèves présents dans les villages. Cette option doit être suivie et évaluée car elle représente une voie possible pour assurer la pérennité des enquêtes et s'affranchir des contraintes imposées par l'utilisation d'agents de l'Etat.

L'animateur local continue de fournir un travail de qualité tant sur le plan de l'appui technique que sur celui de la gestion des devis programme.

Internalisation

Il n'existe pas pour l'instant de problèmes pour le décaissement des contreparties.

CAP VERT

L'enquête permanente agricole est en pleine mutation suite aux recommandations des précédentes missions et aux efforts financiers consentis sur le précédent devis-programme:

- mise à jour de la base de sondage par recensement des exploitations agricoles: travail terminé sur deux îles et en cours sur les autres.
- prise en compte des cultures de contre saison (qui peuvent constituer plus de la moitié de la production nationale) et élaboration d'un protocole d'enquête spécifique: en cours de test
- réduction de l'échantillon du second degré (qui passe de 25 à 12 exploitations par village).

Les problèmes techniques qui subsistent sont de deux ordres:

- faiblesse du contrôle
- faiblesse dans le traitement des données

Le Cap vert ne possède pas à proprement parler de contrôleurs d'enquête et cette tâche est dévolue au dispositif de supervision. Cette lacune devrait être résolue pour la prochaine campagne.

Concernant le traitement, il manque une chaîne de saisie / traitement performante qui éviterait un travail de saisie multiple source d'erreur et de pertes de temps dans un dispositif qui ne dispose pas de beaucoup de personnel (mais qui par ailleurs dispose d'équipement informatique de qualité).

L'enquête du Cap vert est bien dimensionnée par rapport aux ressources du pays, le seul manque concerne un statisticien de bon niveau au service central.

Le personnel d'enquête utilisé est un **personnel contractuel** qui est payé à partir des inscriptions faites pour la contrepartie nationale sur le budget d'investissement. Cette solution est viable tant que ces inscriptions seront possibles.

Internalisation

Les inscriptions sont faites sur le budget d'investissement et les décaissements sont versés directement sur le compte du projet au fur et à mesure des dépenses.

Les inscriptions sont faites sur le budget d'investissement et les décaissements sont versés directement sur le compte du projet au fur et à mesure des dépenses.

La mise à disposition du personnel: le service central est juste dimensionné pour mener l'enquête permanente, les travaux supplémentaires réalisés cette année ont certainement pénalisés le suivi de l'enquête agricole (surtout au niveau central).

Comité de sécurité alimentaire

LA CNASA continue de jouer ce rôle, elle réalise des publications régulières mais souvent avec du retard.

GUINEE BISSAU

L'enquête agricole a été lourdement pénalisée par la signature tardive du devis-programme (Décembre 1996), suite aux difficultés rencontrées pour le décaissement de la contrepartie nationale. La situation reste préoccupante en Guinée Bissau dans la mesure où elle risque de se reproduire pour la campagne suivante.

Les responsables de l'enquête ont cependant pris des mesures courageuses pour ajuster le dispositif aux réalités économiques du pays (réduction de l'échantillon de moitié), cependant comme c'est souvent le cas la réduction de l'échantillon ne s'est pas faite sur des critères techniques (il est vrai que l'absence de données antérieures ne permettait pas une analyse approfondie de l'échantillon).

Les problèmes de traitement et de conservation des données demeurent, toutefois l'élaboration d'un masque de saisie par l'assistance technique suédoise devrait permettre de reprendre un rythme de publication normal.

S'il est vrai qu'il existe un problème informatique lié à la gestion des données, cette situation est largement imputable à l'utilisation anarchique du matériel (visiblement la salle informatique des statistiques est la seule salle correctement équipée du GAPLA et peut être du Ministère). Lorsque qu'il existe une multitude d'utilisateurs extérieurs, il est impossible d'assurer une bonne sécurité du matériel et donc des données qui y sont entreposées.

Le personnel utilisé est un personnel contractuel payé sur la base des indemnités DIAPER (équivalentes à un salaire en Guinée Bissau), la disparition des financements risque donc d'être dommageable pour la poursuite des enquêtes (agricole et SIM). Par ailleurs, le dispositif continue d'être déficitaire en terme de personnel technique de haut niveau (statisticien, informaticien), à l'heure actuelle ce rôle est tenu par l'assistant technique ASDI.

Le travail de l'animation locale continue d'être en deçà de ce que l'on pourrait attendre d'un cadre de haut niveau, notamment en terme d'appui technique, mais il est vrai aussi que l'animateur a été pénalisé dans son travail par l'absence de fonds au même titre que les structures nationales.

MALI

Dans l'ensemble le Mali continue d'améliorer son dispositif essentiellement au niveau de la conduite et de la maîtrise de l'enquête, même si la mobilisation des enquêteurs et du matériel continue d'être problématique.

Par ailleurs, il faut noter les efforts faits pour suivre les recommandations faites lors des missions d'évaluation (évaluation / programmation, enquêtes agricoles...), notamment en ce qui concerne l'élaboration du cadre institutionnel qui doit servir de base au système d'information sur la sécurité alimentaire.

Les améliorations possibles portent encore sur le traitement des données, la publication des résultats et la constitution de la documentation de base de l'enquête.

Le personnel d'enquête utilisé est entièrement constitué d'agents de l'Etat (Ministère de l'Agriculture et du Plan) le seul doute qui peut subsister quant à la pérennité de l'enquête concerne la motivation de ce personnel si les indemnités disparaissent.

Il convient de souligner encore le très bon travail réalisé par l'animation locale tant sur le plan technique, que sur le plan administratif et financier.

Il faut encore noter que les améliorations apportées continuent d'être le fait du seul dispositif local (et de l'animation locale), ce qui est grandement encourageant.

Internalisation

Il n'existe pas pour l'instant de problèmes pour le décaissement des contreparties.

MAURITANIE

L'enquête agricole a repris cette année avec un personnel contractuel payé sur le budget de fonctionnement du Ministère de l'Agriculture, ce qui doit régler, si les budgets sont maintenus, le problème de personnel en Mauritanie. Cependant ce personnel est relativement faible quantitativement (24 enquêteurs pour 2520 exploitations), pour les seules cultures pluviales, chaque enquêteur est responsable en moyenne de 40 exploitations.

De plus, en absence de dispositif de contrôle efficace, on peut redouter une qualité médiocre des données qui arrivent au niveau central (dénombrement de toutes les parcelles et mesure de tous les carrés de rendement).

Concernant le traitement, l'assistance technique de la FAO a mis au point un masque de saisie / traitement performant et documenté qui devrait permettre de reprendre un rythme de publication normal.

En 1996 aucune publication n'a été réalisée, la campagne 1995/1996 était inexploitable et les prévisions 1996/1997 font l'objet de controverse entre le Comité interministériel chargé de l'évaluation de la campagne et les statistiques agricoles (77.000 tonnes d'écart entre les deux estimations).

L'animateur local semble avoir pris en compte les remarques faites lors des précédentes missions et s'est plus investi dans la participation aux différentes réunions de coordination entre les structures nationales. Il demeure néanmoins qu'en dehors de la gestion du devis-programme son apport au projet reste négligeable.

Internalisation

Il n'existe pas pour l'instant de problèmes pour le décaissement des contreparties.

NIGER

L'enquête a souffert cette année du déblocage tardif des fonds, mais aussi des difficultés économiques que traverse actuellement le Niger, notamment les difficultés de rémunération du personnel, qui est entièrement constitué d'agents de l'état. La démotivation du personnel, les difficultés pour réaliser le recyclage annuel, l'ampleur du dispositif à contrôler et superviser conduisent à une piètre qualité des questionnaires transmis au service central.

Le Niger a bénéficié cette année d'une assistance technique de la FAO qui lui a permis de reprendre intégralement le dispositif technique (tirage de l'échantillon, masque de saisie /traitement, documentation), cependant en absence d'une réelle maîtrise de la collecte, cela ne permet pas d'améliorer la qualité des données fournies par les Statistiques agricoles.

Dans le même ordre d'idée, la volonté de décentraliser la saisie des données au niveau des Direction Départementales de l'Agriculture risque en absence de personnel vraiment formé (ou réellement encadré) de conduire à des difficultés encore plus grandes lors du traitement de l'enquête.

Les publications habituelles (prévisions, résultats définitifs) ont été réalisées dans les temps et une annuaire quinquennal issu de la mise à jour de la centrale d'information doit être publié prochainement.

Le travail de l'animation locale est en amélioration sur le plan de la gestion administrative et financière, mais reste faible en terme d'appui technique.

Internalisation

Les difficultés de décaissement qu'a connu le Niger en 1996/1997 ne devraient pas avoir lieu pour la prochaine campagne, car le budget a été inscrit et voté et couvre les 67 % prévus.

SENEGAL

Concernant la collecte, le dispositif au Sénégal a pris en compte les recommandations de l'an passé en améliorant les procédures de contrôle et de supervision, il reste néanmoins des efforts à faire dans ce domaine, par contre le traitement des données souffre encore de lacunes notamment le passage par la procédure de double saisie (locale et nationale) reste encore en vigueur.

Les données sont publiées à temps et un annuaire rétrospectif (1960 / 1984) est paru en Mars 95. Cependant, ces "publications" ont encore trop la forme de rapports interne et peuvent être améliorées.

Le personnel d'enquête est constitué d'agents de l'Etat, dont la mobilisation pose toujours des problèmes dans la mesure ils sont sous la responsabilité des Direction Régionale de l'Agriculture.

Internalisation

L'inscription demandée pour couvrir les 40,4 % du devis programme sur le budget de fonctionnement du Ministère de l'Agriculture, n'est pas passée dans la loi de finance 1996. La contrepartie a néanmoins été obtenue sur les fonds de contrepartie de l'aide alimentaire. Pour la prochaine campagne, une inscription sur le budget d'investissement a été demandée, mais ce budget n'est pas encore voté.

TCHAD

Le Tchad a réussi cette année à mettre sur pied son enquête au niveau national, en étendant la couverture à la zone sahélienne, ce qui constitue une nette amélioration. Cependant de nombreux points techniques restent à régler et on peut parler pour le Tchad d'un besoin de rénovation de l'enquête dans sa totalité (méthodes, documentation, saisie et traitement).

De gros efforts ont été faits en matière de publication des données sous l'impulsion de l'animation locale, mais il convient de revoir le fond et la forme de beaucoup de documents (excepté ceux du SIM céréale).

Le Tchad a de plus de gros problèmes pour la passation des marchés d'équipement et accuse un net retard sur la mise en place des moyens techniques (ordinateurs, matériel d'enquête...).

Le personnel est constitué pour une petite part d'agents de l'Etat et pour l'essentiel d'agents "bénévoles" (paysans ou agents des projets de développement) qui travaillent grâce au indemnités du projet. Cette situation ne permet d'avoir l'assurance d'une poursuite des enquêtes en fin de projet.

L'animation locale si elle n'apporte pas d'appui méthodologique, fait beaucoup en terme de coordination des activités.

Internalisation

Malgré l'émission d'un mandat correspondant au 40,4 % par le Ministère des Finances qui a permis le déblocage du devis programme au mois de Novembre, aucun virement n'a été réalisé à ce jour.

Les inscriptions sont faites sur les budgets d'investissement du Ministère de l'Agriculture, mais étant donné qu'il n'existe pas de système d'inscription sur des lignes budgétaires précises, les décaissement se font à la demande. Il y a donc des risques de voir se reproduire une situation similaire l'année prochaine, bien que la Direction du Budget assure que les montants demandés sont tout a fait supportables.

SYNTHESE PAR THEMES

LES ANIMATIONS LOCALES

Presque partout les animations locales sont bien intégrées aux dispositifs et les problèmes résiduels sont en général des problèmes de personnes (absence de motivation, manque de confiance en soi...) qui vont certainement perdurer jusqu'à la fin du projet.

Pour le personnel le plus compétent, il existe un glissement de responsabilité de la structure, vers l'animation. On s'adresse plus volontiers, dans certains pays, à l'animateur local pour obtenir des données qu'aux structures productrices.

LES COMPOSANTES NATIONALES

En général leur fonctionnement est identique à ce qui était constaté lors des précédentes missions. Le rôle de la composante va du simple cadre de concertation pour l'organisation pratique de la campagne au "comité de réflexion" pour la collecte et l'analyse des données sur la sécurité alimentaire.

Il est intéressant de noter que sur les quatre pays visités (par l'auteur) lors de ces missions, seul un avait inscrit une réunion de la composante au programme des rencontres.

Les considérations évoquées dans le document de synthèse de l'année dernière demeurent. Toutefois, il faut souligner que certains pays ont entamé une réflexion à partir du passage des missions d'études sur le cadre d'analyse.

L'ENQUETE AGRICOLE

L'ENQUETE AGRICOLE: METHODOLOGIE

L'évaluation des enquêtes agricoles a montré que même si la structure générale des méthodologies utilisées est similaire d'un pays à l'autre, il existe

- un certain nombre de divergences sur les modes de calcul des variables élémentaires (superficies, rendements, prévisions) entre les pays
- pour certains pays, des doutes sur la stabilité des méthodes employées (il n'est pas sûr que la même méthode soit utilisée d'une année à l'autre).

Si l'atelier de Bamako a été celui de la transparence sur les méthodes et les résultats, il n'a pas permis de dégager des recommandations quant à l'utilisation de telles ou telles méthodes.

Pourtant de nombreux dispositifs ont des difficultés pour le traitement et l'agrégation des données, notamment:

- pour le calcul des superficies (développées, imputées...)
- pour le niveau d'agrégation des rendements définitifs

- pour la méthode de mesure des rendements prévisionnels (malgré l'utilisation de fiches d'interview ou de mesures objectives, il semble que les prévisions sont en fait essentiellement réalisées par approximation)

Il devrait être possible de "normaliser" un certain nombre de ces points techniques et de faire adopter par les pays une forme de "cahier des charges des enquêtes agricoles". Ce manuel de référence méthodologique devrait être réalisé par l'ECA (avec un appui éventuel) et présenté au niveau d'une des réunions annuelles du projet.

Il existe toujours par ailleurs dans les pays où l'enquête agricole fonctionne correctement une forte demande d'appui méthodologique pour la conception d'enquête soit à des niveaux de signification plus fins, soit pour des cultures considérées comme secondaires dans l'enquête permanente.

LES PUBLICATIONS ET LA GESTION DES DONNEES

Traitement

C'est encore la partie la plus faible des dispositifs, les causes diffèrent d'un pays à l'autre mais il s'agit le plus souvent de déficit en personnel qualifié. Quand une procédure intégrée de saisie / traitement performante a été élaborée, cela a été le fait d'une assistance technique extérieure (Niger, Mauritanie et dans une moindre mesure Cap Vert, Guinée Bissau).

La partie strictement technique (informatique) n'est cependant pas seule en cause et on note souvent des difficultés dans l'organisation du travail de collecte et de saisie des questionnaires qui entraînent des retards, voire la reprise de la saisie dans certain cas. On oublie fréquemment que le travail de saisie doit être encadré et strictement contrôlé au même titre que la collecte des données (l'absence de manuel de saisie laisse souvent le choix aux agents de l'ordre de saisie des questionnaires, des corrections,...). Dans le même ordre d'idée, les tentatives de décentralisation des opérations de saisie (Niger Sénégal), si elles semblent séduisantes sur le papier, peuvent introduire plus de problèmes qu'elles n'en résolvent.

L'objectif pour cette campagne est de finaliser dans l'ensemble des pays:

- la rédaction de l'ensemble des documents méthodologiques et les manuels des différentes phases de l'enquête
- la mise au point dans chaque dispositif ou elle n'existe pas d'un masque de saisie traitement performant.

Dans les structures où il n'existe pas de ressources humaines mobilisables, une assistance technique extérieure ponctuelle sera mise à disposition pour réaliser ce travail. Ce qui permettra au personnel formé dans le courant de l'année de disposer après la formation de ressources techniques validées.

Gestion des données

Deux problèmes se posent à ce niveau:

- la non utilisation des données brutes à des fins d'analyse ne justifie pas aux yeux des responsables la constitution d'archives dignes de ce nom et les données sont souvent "écrasées" volontairement. Ce qui empêche par exemple tous travaux sur l'ajustement des échantillons ou sur une approche modélistique (pour les rendements par exemple).
- utilisation souvent anarchique du parc informatique qui n'offre pas de sécurité aux données qui sont stockées sur les ordinateurs.

Le premier point ne peut se régler qu'à travers la sensibilisation et la formation. Pour le second, il a été préconisé d'installer partout des systèmes de sauvegarde (indépendants des ordinateurs) sur deux ordinateurs. Deux solutions sont possibles: soit laisser chaque dispositif acquérir ces systèmes, soit installer à partir des missions ECA un parc homogène (d'un point de vue matériel et logiciel) de Back Up ce qui faciliterait les échanges régionaux.

Les publications

Les fonds mis à disposition sur le précédent devis-programme ont permis presque partout de reprendre un rythme de publication normal et parfois de concevoir de nouveaux bulletins ou des publications rétrospectives.

Sur la forme ces publications doivent être encore améliorées dans beaucoup de pays, sur le fond le problème récurrent de la diffusion des données sur les cultures secondaires demeure: ces données sont publiées sur le même plan que les cultures principales alors que leur fiabilité est incertaine. Partout où cela n'a pas encore été fait, il convient de séparer nettement ces cultures des cultures céréalières et d'apporter au niveau du glossaire ou de l'annexe méthodologique les indications nécessaires sur leurs précisions.

Toujours à ce titre, il existe souvent une confusion sur l'utilisation des coefficients de variation. Il convient de rappeler:

- que ces coefficients doivent être **calculés tous les ans**, car ils constituent un outil irremplaçable de contrôle de qualité interne
- qu'ils ne doivent pas être **publiés "in extenso"** car source de confusion pour les utilisateur non avertis, mais que des indications générales (coefficients moyens) doivent être fournies dans les annexes méthodologiques.

Enfin, pratiquement partout, les publications ne sont pas mises à profit pour promouvoir les services qui les ont réalisées (pas d'adresse, pas de références, pas de liste de publications), eu égard aux sommes investies, l'adjonction de quelques pages supplémentaires ne devrait pas poser de problèmes.

LA CONDUITE DES ENQUETES

1) Le contrôle

On note des améliorations dans bon nombre de dispositifs. La formation des contrôleurs qui doit avoir lieu dans le courant du mois de Février 1997 devrait permettre de disposer de supports méthodologiques performants. Reste qu'en général l'effort de contrôle est très inégalement réparti (parfois jusqu'à 200 questionnaires par contrôleur).

La supervision est de la même façon laissée à l'appréciation des agents qui l'effectue, ce qui fait que dans certain cas, le dispositif central est incapable de donner au moment des prévisions le nombre exact d'individus enquêtés. Hormis le Mali et le Burkina Faso qui ont formalisé ces activités, un manuel de supervision doit être partout introduit.

2) les travaux de terrain

Le problème principal réside dans les moyens de déplacement des enquêteurs et surtout des dotations en carburant qui semblent un peu faibles eut égard aux différentes estimations faites par les missions à partir du dispositif de terrain. Une augmentation, de la dotation mensuelle serait souhaitable quitte à diminuer d'autres postes moins importants.

LES SIM

Bon nombre d'observations concernant la conduite des enquêtes, la gestion et la publication des données peuvent être reprises pour le SIM, on note toutefois que beaucoup de ces dispositifs se trouvent dans une zone de flou institutionnel, de nombreux partenaires extérieurs se sont retirés, laissant à DIAPER le financement, mais aussi les besoins en assistance technique et les Office Céréalières qui abritaient ces enquêtes ont été restructurés ou sont en voie de l'être. Ces enquêtes sont donc à une phase charnière.

Ces dispositifs doivent toutefois être maintenus dans la mesure où ils fournissent les seuls indicateurs disponibles entre deux récoltes (en absence d'une réelle maîtrise des flux).

Il faut noter que ces dispositifs sont parfois lourds et coûteux et qu'il doit être possible dans certain cas de diminuer le coût sans altérer la qualité des données (ce qui a été le cas dans les dispositifs repris par DIAPER après la fin des financements d'autres partenaires).

INTERNALISATION

Le personnel mis à la disposition des enquêtes

Concernant le personnel d'enquête (enquêteurs, contrôleurs), qui constituent la base de pérennisation des activités, il existe trois types de cas:

- 1) le personnel est constitué d'**agents de l'Etat** (polyvalents de l'Agriculture), c'est un personnel "internalisé" mais dont la mobilisation est toujours problématique (la priorité pour ce personnel n'est pas l'enquête agricole) et sa répartition géographique induit une contrainte technique certaine (l'effort d'échantillonnage ne peut pas être plus important que le personnel disponible et on ne peut déplacer ce personnel d'une région à l'autre). De plus ce personnel est beaucoup sollicité, notamment par les projets de développement qui offrent des indemnités beaucoup plus intéressantes que le projet DIAPER (surtout si elles disparaissent dans les années qui viennent).
- 2) le personnel est constitué d'**agents contractuels permanents ou temporaires** payés soit à partir des indemnités DIAPER (Guinée Bissau), soit sur les fonds de l'Etat mis au titre de la contrepartie (Mauritanie, Cap Vert), soit sur un autre projet (Burkina Faso).
- 3) le personnel est constitué d'un mélange des deux premières solutions (cas du Tchad).

A l'issue du projet aucune de ces solutions n'offre vraiment de garanties de poursuite des activités, notamment vu l'importance que représente les indemnités dans le dispositif (les budgets Etat sollicités sont des budgets d'investissement, normalement aucune ligne de rémunération de personnel ne devrait y être inscrite).

D'autres solutions sont testées (notamment au Burkina Faso) à travers l'utilisation d'enquêteurs temporaires (recrutés dans les provinces) qui peuvent être rémunérés soit sur des budgets Etat à titre de contractuel (solution plus souple que des contractuels permanents), soit sur des budgets "projet". Cette solution nécessite cependant de disposer d'un corps de contrôleurs permanents en nombre suffisant et bien formés ainsi qu'un budget formation annuel confortable.

La réflexion autour du personnel d'enquête doit être menée au plus tôt et dans chaque pays: des recommandations ont été faites dans ce sens auprès des animateurs locaux.

Les contreparties financières

Hormis les problèmes de décaissement qui ont eu lieu dans quelques pays (Guinée Bissau, Tchad), les Etats ont souscrit à cette conditionnalité du projet.

Dans l'immense majorité, les inscriptions sont faites sur les budgets spéciaux d'investissement, ce qui ne constitue pas une réelle internalisation, mais assure une prise en considération par les instances budgétaires des pays du coût de l'information statistique (ce qui est une nouveauté pour beaucoup de responsables du budget national).

LES COMITES DE SECURITE ALIMENTAIRE

Il existent partout et sont en général des structures déjà existantes. Dans de nombreux cas, il apparaît que ces comités sont surtout orientés vers le suivi de la politique en matière d'aide alimentaire (soit structurelle soit lors de catastrophes). Il est vrai que les outils d'analyse permettant de développer une politique à moyen et long terme font encore cruellement défaut. Cependant, les choses évoluent positivement, notamment pour les pays qui s'impliquent réellement dans une politique d'intégration régionale des marchés céréaliers ou du bétail.

BONUS MALUS

Voir tableaux en annexe 7 et 8.

ANNEXES

L'EVALUATION EN TABLEAUX

Evaluation DIAPER III AN IV : Synthèse régionale
LES ASPECTS INSTITUTIONNELS

	BURKINA FASO	CAP VERT	GUINEE BISSAU	MALI	MAURITANIE	NIGER	SENEGAL	TCHAD
Animation locale								
Installation	complète	pius de véhicule	complète (electrique de l'habitat)	complète	pas de véhicule	complète (problèmes de véhicule)	complète (problèmes de véhicule)	pas de véhicule
Intégration/relations	hommes	hommes (l'AL est aussi chef de division stat agr)	médicoere	très bonne	médicoere	moyenne	très bonnes	hommes
Rapport d'activités	oui	oui	oui	oui	succent	en amélioration	oui	oui
Composante nationale								
Type	informelle	informelle (secrétariat permanent du CNASA)	informelle	formelle (nov 95)	formelle (la même que DIAPER II) mais non opérationnelle	informelle (la même que DIAPER II) mais non opérationnelle	informelle	formelle (ressu de DIAPER I)
Composition	identique	identique	identique	élargissement aux services du Ministère des finances (douanes, commerce extérieur...)	identique	identique	identique	identique
Chef de file	DSAP	Ministère de l'Agriculture	Stat Agri	CPS Ministère de l'Agriculture	Division des statistiques	Division des statistiques	Direction de l'Agriculture	Division Statistiques agricoles
Fréquence des rencontres	2 à 3 fois par an	mensuelle	mensuelle	trimestrielle	2 rencontres cette année	1 rencontre cette année	trimestrielle	mensuelle
Rôle principal	Animation de la cellule technique de coordination de l'information	cadre de concertation technique pour le CNASA	préparation des bilans cetraliers	Cadre de concertation technique de DIAPER	organisation de la campagne	organisation de la campagne	Analyse des résultats de la campagne	Organisation et suivi de la campagne
Comité de sécurité alimentaire								
Texte de création	officiel	officiel	en cours (depuis 1989)	<i>officiel</i>	<i>officiel</i>	<i>officiel</i>	informel	<i>officiel</i>
Nom	CRSPIC	CNASA	CISA	COG	CSA	CNSA/PCG	Comité des Experts	CASADIC
Prise en charge des frais de collecte								
1996/1997	oui (BE)	oui BE	oui (FC) débloqué partiellement en Décembre 1996	oui (BE)	oui (BE)	oui (BE) mais ne couvre pas tout le territoire	oui (FC)	oui mais aucun versement en janvier 1997
1997/1998	oui (BF)	oui BE	non	oui (BE)	50 % (BE)	oui (BE)	en cours (BE)	non

1 Type = formelle lorsqu'il s'agit d'une composante régie par un texte réglementaire, informelle, lorsqu'il n'y en a pas ou que l'on utilise une autre structure

2 Texte de création = officiel lorsqu'un organisme a été désigné officiellement pour jouer ce rôle, informel lorsqu'une structure existe mais n'a pas été officiellement désignée pour jouer ce rôle

FC = Fonds de Contrepartie, BE = Budget d'investissement, BF = Budget de fonctionnement

Evaluation DIAPER III AN IV : Synthèse régionale

Enquête agricole permanente (synthèse missions Jan 1996, sur la campagne 1995/1996)

	Burkina faso	Cap-Vert	Guinée-Bissau (GAPLA)	Mali	Mauritanie	Niger	Sénégal	Tchad
Maitre d'œuvre	D.S.A.P	G.E.P	D.E.A (GAPLA)	D.N.S.I/D.N.A	D.S.S.A	D.S.A.E	D.I.S.A	D.S.A
Partenaires extérieurs	Pays bas PRSAP		ASDI (Suède)		FAO	PRSAA FAO		
Personnel								
Nbre enquêteurs à plein temps	60	31	85	141	17	50	100	29
Nbre enquêteurs à temps partiels	132			43	2	202	28	40
Nbre de contrôleurs	31	6	8	23	2	32	3	12
Nbre de superviseurs	12	2	2	8	3	9		1
Agents de dépeuillement/saisie	10	2	6			10 (temp)		3
Méthodologie								
Niveau de stratification et Nbre	Provinces: 30	Iles :7, Cons: 17	Régions: 10	Région: 7	Région: 9	Arrondissement: 7	Dept: 30	Préfec: 5
Unités du 1 ^{er} degré	Villages: 750	Zones:159	Villages: 492	S.E: 500	Villages: 695	Villages: 696	Villages: 480	Canton: 69
Unités du 2 ^{ème} degré	Ménages: 6000	Exploi : 3537	Exploi: 1968	Exploi: 2500	Exploi: 695	Exploi: 3480	Exploi: 2400	Village: 207
Unités du 3 ^{ème} degré								Exploi: 1035
Variables obs et méthodes								
Supercifics								
Prévisions	mesures déclarations mesures sur ½ échantillon	Interview estimation par comptage des pieds	mesures estimation à partir de déclarations	mesures interview	mesures interview	mesures estimation par comptage	mesures estimations par comptages dans sous carrés	mesures déclarations
Production définitive stocks paysans	Carrés (1/2) Ques +mesures (1/2 échantl)	Carrés interview	Carrés interview	carrés interview	non non	carrés interview	carrés interview	Carrés Interview et mesures
Utilisations Intrants /matériel	Questionnaire	interview	interview	interview	non non	non non	interview	interview non
Cheptels	Questionnaire	interview	interview	interview	non non	non non	interview	non
Traitement des données								
Prévision Production définitive	Informatisé	Informatisé	informatisé	informatisé	informatisé	informatisé	manuel	informatisé
Calculs de précisions	non	non	non	?	non	non	non	?
Résultats								
Prévision (date)	Octobre	octobre	Octobre	octobre	octobre	octobre	octobre	octobre
Production définitive: type	Rapport mars	non	Rapport ?	Rapport octobre	Rapport ?	Rapport mai	rapport janvier	rapport avril
date	200		100	200	100	300	250	60
Nombre								

Evaluation DIAPYER III AN IV : Synthèse régionale

Enquête agricole permanente (synthèse missions Jan 1997, sur la campagne 1996/1997)

	Burkina faso	Cap-Vert	Guinée-Bissau (GAPLA)	Mali	Mauritanie	Niger	Sénégal	Tchad
Maitre d'œuvre	D.S.A.P	G.E.P	D.E.A (GAPLA)	D.N.S.I/D.N.A	D.S.S.A	D.S.A.E	D.I.S.A	D.S.A
Partenaires extérieurs	Pays bas		ASDI (Suède)					
Personnel								
Nbre enquêteurs à plein temps	130	31	55	141	24	252	140	19
Nbre enquêteurs à temps partiels	60			43	10	39	28	110
Nbre de contrôleurs	30	0	8	23	4	9	13	25
Nbre de superviseurs	18	6	8	8	3	20 (temp)		4
Agents de dépeullement/saisie	10	2	7					5
Méthodologie								
Niveau de stratification et Nbre	Provinces: 30	Iles : 7, Cons: 17	Régions: 10	Région: 7	Région: 9	Arrondi: 35	Dept: 28	Préfec: 14
Unités du 1 ^{er} degré	Villages: 580	Zones: 150	Villages: 249	S.E: 500	Villages: 257	Villages: 747	Villages: 480	Canton: 129
Unités du 2 ^{ème} degré	Ménages: 4640	Exploi: 1800	Exploi: 1245	Exploi: 2500	Exploi: 2520	Exploi: 3735*	Exploi: 2400	Village: 387
Unités du 3 ^{ème} degré								Exploi: 1575
Variables obs et méthodes								
Superficies	mesures	Interview	mesures	mesures	mesures	mesures	mesures	mesures
Prévisions	interview (1/2 échantillon)	estimation par comptage des pieds (non utilisés)	estimation à partir de déclarations	déclaration	déclaration	estimation par comptage	estimations par comptages dans sous carrés	carrés de densité (non utilisés)
Production définitive stocks paysans	Carrés interview (1/2 échantil)	Carrés non	Carrés non	carrés oui	carrés non	carrés oui interview	carrés oui	Carrés interview (non utilisés)
Utilisations Intrants /matériel Chepts	Questionnaire		Questionnaire	?	non questionnaire	interview	interview	non
Traitement des données								
Prévision Production définitive	Informatisé	Informatisé	informatisé	informatisé	informatisé	informatisé	manuel	informatisé
Calculs de précisions	?	possible	non	possible	possible	non	oui	impossible
Résultats								
Prévision (date)	Octobre 96	octobre 96	Octobre 96	octobre 96	Octobre 96	octobre 96	octobre 96	octobre 96
Production définitive (95/96):								
type	Publication	Publication	non	Publication	non	publication	rapport	Publication
date	Août 96	Juillet 96	non	Août 96	non	Avril 96	Avril 96	octobre 96
Annuaire	oui	non	non	non	non	en préparation	oui	annuaire 94
Diffusion (rapport de campagne)	100	100		205 en	100 en	200	200	100

Evaluation DIAPER III AN IV : Synthèse régionale

Enquête SIM bétail (campagne 1996/1997)

	Burkina faso	Cap-Vert	Guinée-Bissau	Mali	Mauritanie	Niger	Sénégal	Tchad
Maître d'œuvre	Non budgétisé sur DIAPER			OMBEVI	l'enquête n'a pas démarré	Direction de l'élevage PRSSA	Direction de l'élevage	Direction de l'élevage
Partenaires extérieurs				non				PNE
Personnel								
Nbre enquêteurs à plein temps				20		25	18	23
Nbre de contrôleurs à temps partiel				2		8	10	14
Nbre de superviseurs				1		2	2	2
Agents de dépouillement/saisie							1	
Méthodologie								
Nombre de marchés				20		25	15	21
Produits concernés				Ovins, bovins, caprins		Ovins, bovins, caprins, camélins, volatile	bovins ovins caprins	bovins ovins caprins
Fréquence des observations				hebdomadaire		hebdomadaire	hebdomadaire	hebdomadaire
Durée de l'enquête				12 mois		12 mois	12 mois	12 mois
Variables obs et méthodes								
Prix au détail de la viande				interview		interview	non	non
Quantité de bétail présent sur le marché				comptage		comptage	non	
Quantité de bétail vendu				non		comptage	observations	
Prix des carcasses				non		comptage	prix sur pied	prix sur pied
Poids des animaux vendus				non		comptage	oui	oui
Prix des produits de l'élevage				cuirs et peaux		cuirs et peaux	non	non
Traitement des données				informatique		manuel	informatique	informatique
Résultats								
Bulletin radio				hebdomadaires		irrégulier		hebdomadaire
Bulletins mensuels				rapports		irrégulier	rapport (avec 2	irrégulier
Bulletins annuels				Annuaire (94)		non	mois de retard)	non
Diffusion				20			150	20

Enquête SIM céréale (Campagne 1996/1997)

	Burkina faso	Cap-Vert	Guinée-Bissau	Mali	Mauritanie	Niger	Sénégal	Tchad
Maitre d'œuvre	SONAGESS	INFA	Division des Statistiques Agricoles	OPAM	Pas de démarriage	OPVN	CSA	SIM (DSA)
Partenaires extérieurs	Coop France			PRMC				
Personnel								
Nbre enquêteurs à plein temps	37	14 (GEP)	39 (DEA)			116	22	2
Nbre de contrôleurs	10	8	8			8	3	33
Nbre de superviseurs	1	1	3			2	3	5
Agents de dépouillement/saisie	1					2 (contractuels)		2
Méthodologie								
Nombre de marchés	37	21	40 journaliers 4 hebd 55 produits			58	45	30
Produits concernés	céréales et légumine hebdomadaire	céréales et légumine hebdomadaire				toutes céréales	toute céréale arachide hebdo	céréales, légumine hebdo
Fréquence des observations	hebdomadaire	hebdomadaire				24 hebdo 34 bimensuel		
Durée de l'enquête	12 mois	12 mois	12 mois			12 mois	12 mois	12 mois
Variables obs et méthodes								
Prix au détail	au producteur	prix au kilo	prix au kilo			prix au kilo	prix au kilo	prix (mesure locale) entré/sorties (estimations) prix au sac
Offre						volume commercialisé		
Prix de gros						prix au sac	prix aux consommateurs	
Autres	au consommateur					stocks commerçants		
Traitement des données	informatique	informatique	informatique			informatique	informatique	
Résultats								
Bulletin radio hebdomadaire	oui	presse écrite non	non à la demande non			oui	(radio + presse)	oui
Bulletin mensuel	oui					120 cx	80 cx	100 cx
Autres	semestriel	en préparation				semestriels	80 cx	
Annuaire	oui					1990-1995	non	100 cx

LES ASPECTS BUDGETAIRES

	Burkina faso F CFA	Cap-Vert (Escudos)	Guinée-Bissau (ecu *)	Mali F CFA	Mauritanie (Ouguiyas)	Niger (F CFA)	Sénégal (F CFA)	Tchad (F CFA)
Montant Total (1996/1997)	58.761.404	14.468.514	62.000	76.736.389	14.497.200	81.259.090	88.359.900	106.689.690
Montant des engagements (1996/1997)	38.716.892	4.913.503	inconnu	62.553.392	5.120	34.735.810	39.868.246	57.315.920
% de réalisation (au 30 novembre 1995)	65	33 %	0	81,5 %	33,32 %	42,75	45 %	54 %
Montant Total (1997/1998)	110.563.100	3.0540651	75.027	81.385.842	16.659.858	84.793.800	70.317.800	90.685.710
Variation du budget Total	+ 80 %	- 78 %	+ 21 %	+ 6 %	+ 15 %	+ 0,4 %	- 20 %	- 7,4 %
% d'augmentation des frais de collecte "enquête agricole"	0 %	+ 1 %	0 %	+ 10 %	+ 20 %	+ 4 %	0 %	+ 9 %

* Le peso guinéen subit de fréquentes dévaluations.

TABLEAU DE BORD DES ATTRIBUTIONS BONUS / MALUS
 Prise en charge des frais de collecte situation au 30 /12/1996

PAYS	Campagne 1996/1997			Campagne 1997/1998			
	Type	% réel du devis programme inscrit	% réclamation décaissé (au 30/12/1996)	Type	Montant correspondant au 67 % (ccu)	Montant inscrit (ccu)	Etat d'avancement de la requête
Burkina Faso	Budget d'investissement.	40.4 %	40.4 %	Budget de fonctionnement	37.732	35.450	Inscrit mais non voté
Cap Vert	Budget d'investissement	40.4 %	30 % *	Budget d'investissement	19.223	20.598	Inscrit non voté
Guinée Bissau	Budget d'investissement	-	10 %	Budget d'investissement	17.871	11.880	Inscrit non voté
Mali	Budget d'investissement	40.4 %	40.4 %	Budget d'investissement	64.000	63.900	Inscrit non voté
Mauritanie	Budget d'investissement	38.5 %	38.5 %	Budget d'investissement	41.024	11.074	Inscrit et voté
Niger	Budget d'investissement	27% -	27%	Budget d'investissement	61.208	53.251	Inscrit et voté
Sénégal	Fonds de contrepartie	40.4 %	32 %	Programme triennal d'investissement	45.452	101.930	Inscrit mais non voté
Tchad	Budget d'investissement	40.4 %	0 %	Budget d'investissement	61.207	en négociation	

* mode de paiement direct des factures et non versement sur le compte projet.

TABLEAU DE BORD DES ATTRIBUTIONS BONUS / MALUS
 Mise à disposition de l'information

PAYS	Bulletin prévisionnel (96/97)		Résultats définitifs (95/96)		Annuaire	Bulletin SIM céréale	Bulletin SIM bétail	Divers	Qualité générale des publications
	Type	date	Type	date					
Burkina Faso	Publicat	11/96	Publicat	08/96	Annuaire 1984/1994	hebdomadaire, mensuel, semestriel		annuaire des prix des céréales 1995	très bonne
Cap Vert	Rapport	11/96	Publicati o	07/96	non	hebdomadaire			bonne
Guinée Bissau	Rapport	11/96	non		non	à la demande			
Mali	Publicat	11/96	Publicat	08/96	non	hebdomadaire, mensuel		annuaire des prix du bétail 1994	bonne
Mauritanie	Rapport	11/96	non		non				
Niger	rapport	11/96	Publicat	04/96	en préparation	hebdomadaire, mensuel, semestriel	hebdomadaire, mensuel	annuaire des prix des céréales 1990-1995	bonne à très bonne
Sénégal	rapport	11/96	Publicat	04/96	non	hebdomadaire, mensuel, annuel	hebdomadaire, mensuel	annuaire 1960-1984	bonne
Tchad	rapport	11/96	Publicat	10/96	oui 1994	hebdomadaire, mensuel	hebdomadaire, mensuel	agenda du SIM céréale	moyenne